

Considérant qu'en vertu de l'article 4 de l'arrêté précité du Gouvernement flamand du 4 juillet 1996, il y a lieu de fixer chaque année le revenu de référence devant être prise en compte, et que ce dernier est valable à partir du 1<sup>er</sup> janvier;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le revenu de référence visé à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juillet 1996 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, est fixé pour l'année 1999, pour la Région flamande, à 1 250 000 BEF.

A ce revenu est appliqué un indice de croissance de 1 % pour chaque année de validité du plan d'amélioration, visé à l'article 3, alinéa 2 du même arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juin 1999.

Le Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias,  
E. VAN ROMPUY

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2023

[S - C - 99/29330]

#### **19 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant une allocation aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public qui sont chargés de tâches informatiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87 § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996 et par l'arrêté royal du 15 juillet 1998;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 31 août 1998 et par l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 31 août 1998 et par l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 mars 1999;

Vu le protocole n° 212 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 7 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant les obligations d'adaptation des applications informatiques au passage à l'an 2000 et à l'instauration de la monnaie unique européenne et l'énorme tension subséquente qui règne sur le marché du travail pour l'engagement du personnel informatique en vue de remplir ces objectifs;

Considérant qu'il convient de prendre dans les meilleurs délais toutes mesures utiles pour que le personnel visé reste en service durant cette période;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 mai 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une allocation est accordée, selon les modalités reprises dans le présent arrêté, aux membres du personnel définitif ou contractuel qui exercent, au Ministère de la Communauté française (Administration générale de la Culture et de l'informatique - Service général de l'informatique et des statistiques), au Commissariat général aux Relations internationales, au Service de perception de la redevance radio et télévision et à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, des tâches informatiques afférentes à la conception, la coordination, l'analyse, la programmation et la production d'applications informatiques.

Ces membres du personnel doivent être titulaires d'un des grades suivants ou exercer des fonctions y correspondant en exécution de leur contrat de travail :

- directeur général adjoint;
- informaticien-directeur;
- directeur ou directrice (catégorie : expert - groupe de qualification : 4);
- informaticien-expert;
- informaticien;
- attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert - groupe de qualification : 4);
- attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert - groupe de qualification : 1);
- gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale (catégorie : administratif - groupe de qualification : 3);
- assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale (catégorie : administratif - groupe de qualification : 2).

Les agents du Ministère de la Communauté française doivent, en outre, être affectés sur un emploi de l'entité administrative visée à l'alinéa 1 ou en bloquer un emploi en application de l'arrêté du Gouvernement portant affectation des membres du personnel du niveau 1 dans les Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Ils doivent faire l'objet d'une évaluation favorable.

**Art. 2.** Le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et les fonctionnaires dirigeants de chacun des organismes d'intérêt public repris à l'article 1<sup>er</sup> établissent, chacun pour ce qui concerne son entité administrative, pour chacune des périodes de référence visées à l'article 3, la liste des membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> qui exercent ces tâches. Cette liste est établie sur base des propositions des fonctionnaires généraux dirigeant les entités administratives dans lesquelles ces tâches sont exercées.

Celles-ci doivent être remises avant le 31 janvier de l'année de paiement.

La liste est visée par l'Inspection des Finances.

**Art. 3.** Sans préjudice de l'article 4, chaque membre du personnel figurant sur la liste visée à l'article 2 reçoit, à chaque date ci-dessous, pour autant que, durant toute la période reprise en regard de celle-ci, il ait exercé, sans interruption, des tâches informatiques au sens de l'article 1<sup>er</sup> dans son entité administrative et que, durant la même période, il n'ait pas bénéficié d'indemnités pour l'exercice d'une fonction supérieure, une allocation dont le montant est calculé comme suit :

- au 1<sup>er</sup> avril 2000 : 15 % du traitement perçu pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et le 31 décembre 1999;
- au 1<sup>er</sup> avril 2001 : 12,5 % du traitement perçu pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 31 décembre 2000;
- au 1<sup>er</sup> avril 2002 : 12,5 % du traitement perçu pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 décembre 2001.

Par traitement perçu au sens de l'alinéa précédent, il y a lieu de comprendre le traitement brut, éventuellement augmenté de l'allocation de foyer et de résidence.

Ne sont pas considérés comme interruption au sens du présent article, les congés et absences suivants :

- congé pour maladie ou infirmité;
- congé annuel de vacances et jours de compensation;
- congé de maternité;
- congés de circonstance;
- congés exceptionnels en cas de force majeure.

**Art. 4.** L'allocation est liquidée au membre du personnel sur décision du Secrétaire général ou du fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2023

[S - C - 99/29330]

**19 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut belast met computeropdrachten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van het "Commissariat général aux Relations internationales";

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)", gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijken luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996 en bij het koninklijk besluit van 15 juli 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 31 augustus 1998 en bij het besluit van de Regering van 7 januari 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 31 augustus 1998 en bij het besluit van de Regering van 7 januari 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het protocol nr. 212 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 7 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de verplichtingen die voortvloeien uit de nodige aanpassing van de software aan de overgang naar het jaar 2000 en aan de invoering van de Europese eenheidsmunt en de ermee gepaard gaande zeer hevige druk op de arbeidsmarkt voor het aanwerven van informaticapersoneel om deze doeleinden te verwezenlijken;

Overwegende dat binnen de kortste termijn alle nodige maatregelen getroffen dienen te worden opdat het bedoeld personeel gedurende deze periode in dienst zou blijven;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 mei 1999,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een toelage toegekend, volgens de nadere regels opgenomen in dit besluit, aan de leden van het vastbenoemd of contractueel personeel die, bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap (Algemeen bestuur Cultuur en Informatica - Algemene dienst Informatica en Statistieken), bij het "Commissariat général aux Relations internationales", bij de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap en bij de "Office de la Naissance et de l'Enfance", computeropdrachten uitoefenen met betrekking tot het bedenken, coördineren, analyseren, programmeren en produceren van software.

Deze personeelsleden moeten titularis zijn van één van de volgende graden of een overeenkomend ambt uitoefenen in uitvoering van hun arbeidsovereenkomst :

- adjunct-directeur-generaal;
- informaticus-directeur;
- directeur (categorie : deskundige - kwalificatiegroep : 4); — informaticus-deskundige; informaticus; attaché of eerstaanwend attaché (categorie : deskundige - kwalificatiegroep : 4);
- attaché of eerstaanwend attaché (categorie : deskundige - kwalificatiegroep : 1);
- gegradueerde of eerstaanwend gegradueerde (categorie : administratief - kwalificatiegroep : 3);
- assistent of eerstaanwend assistent (categorie : administratief - kwalificatiegroep : 2).

Bovendien moeten de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap aangewezen worden voor een betrekking van de bestuursseenheid bedoeld bij lid 1 of er een betrekking van blokkeren in toepassing van het besluit tot aanwijzing van de personeelsleden van niveau 1 in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Zij moeten een gunstige beoordeling genieten.

**Art. 2.** De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidende ambtenaren van alle instellingen van openbaar nut opgenomen in artikel 1 stellen, ieder wat zijn bestuursseenheid betreft, de lijst van de bij artikel 1 bedoelde personeelsleden op die deze opdrachten uitoefenen. Deze lijst wordt samengesteld op basis van de voordrachten van de ambtenaren-generaal die de leiding hebben van de bestuursseenheden waarin deze opdrachten uitgeoefend worden.

Deze lijsten moeten vóór 31 januari van het betalingsjaar ingediend worden.

De lijst wordt geïnspecteerd door de Inspectie van Financiën.

**Art. 3.** Onverminderd artikel 4, krijgt ieder personeelslid dat op de lijst bedoeld bij artikel 2 voorkomt, op de hierna vermelde datums, voor zover het gedurende de periode opgenomen tegenover de datum zonder onderbreking computeropdrachten heeft uitgeoefend in de zin van artikel 1 in zijn bestuursseenheid en voor zover het gedurende dezelfde periode geen vergoeding heeft genoten wegens het uitoefenen van een hoger ambt, een toelage waarvan het bedrag berekend is als volgt :

- op 1 april 2000 : 15 % van de wedde ontvangen gedurende de periode tussen 1 juli 1999 en 31 december 1999;
- op 1 april 2001 : 12,5 % van de wedde ontvangen gedurende de periode tussen 1 januari 2000 en 31 december 2000;
- op 1 april 2002 : 12,5 % van de wedde ontvangen gedurende de periode tussen 1 januari 2001 en 31 december 2001.

Onder ontvangen wedde in de zin van vorig lid, dient verstaan te worden de brutowedde, mogelijk vermeerderd met de haard- en standplaatstoelage.

Worden niet geacht als onderbreking in de zin van dit artikel, de volgende verlofdagen en afwezigheden :

- verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
- jaarlijks vakantieverlof en compensatiedagen;
- bevallingsverlof;
- omstandigheidsverlof;
- uitzonderlijk verlof in geval van onmacht.

**Art. 4.** De toelage wordt verreeft ten gunste van het personeelslid op beslissing van de secretaris-generaal of van de leidende ambtenaar van de instelling van openbaar nut.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt deze van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE